



Les Nouvelles

de Loire Atlantique

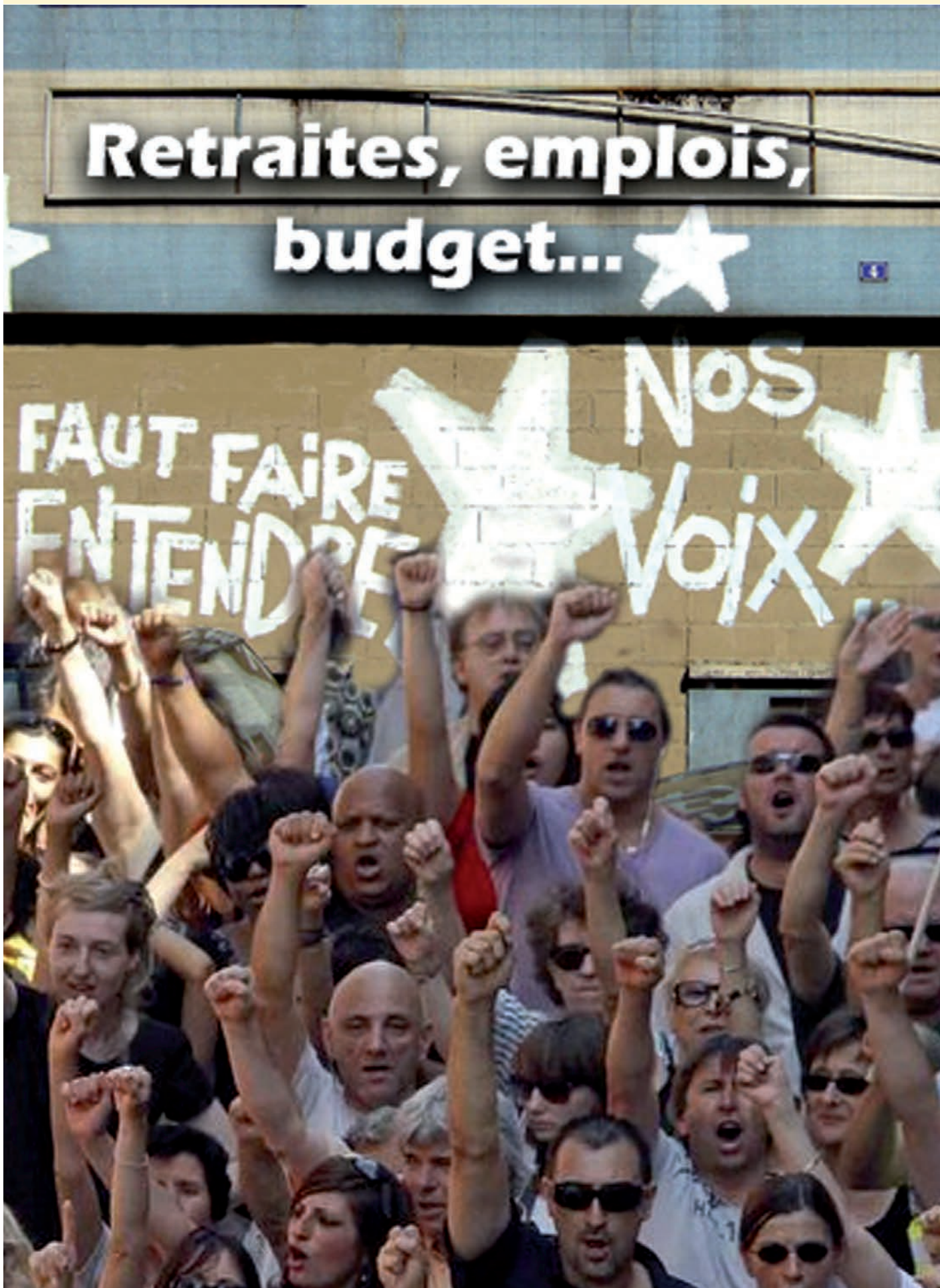
Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 963

3 OCTOBRE 2013

prix : 0,70 €



Budget 2014

Un changement de cap
nécessaire

Page 2

Défendre nos retraites



Signez l'appel

Page 3

Basse-Indre

Les syndicats mettent en
avant une solution alter-
native pour sauver le site

Page 5

Pablo Neruda

40 après sa mort toujours
vivant



Page 6

Rencontres de l'ANECCR

Page 7

Allemagne : Le troisième mandat de Merkel ne sera pas un long fleuve tranquille...

Au premier abord, la victoire de la CDU avec 41,5% des voix (+ 7,7 sur 2009) est une mauvaise nouvelle pour les salariés allemands dont la situation se détériore, et qui comptent une des plus fortes proportions de bas salaires de l'U.E. Cette imposture du « modèle » explique le très mauvais score du SPD. Certes il progresse de quelques points (25,7% contre 23 en 2009) mais le refus d'une alliance avec Die Linke (8,5 contre 12 en 2009) hypothéquait toute perspective d'un véritable changement. **Aussi pour 5 sièges qui lui font défaut Merkel doit trouver un allié afin d'obtenir une majorité** pour remplacer les libéraux laminés et exclus du Bundestag (4,7 % contre près de 15 en 2009). Or ni le SPD, ni les Verts (8,5 % contre 10,7 en 2009) ne se précipitent dans « l'étouffoir » d'une grande coalition. L'expérience ayant montré le côté « mante religieuse » d'une alliance avec la CDU. **L'Allemagne se prépare donc à de longues semaines de négociations avant la formation du prochain gouvernement.** Le Bundestag devant se constituer au plus tard le 22 octobre.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Robin Salecroix



Après une première journée de mobilisation nationale sur la bataille des retraites et le grand rendez-vous de la Fête de l'Humanité, l'automne s'annonce combatif.

Contrairement à ce qui s'est traduit dans la plupart des médias le niveau de mobilisation lors de la journée du 10 septembre pour nos retraités, l'emploi et les salaires a été important, quelques jours après la rentrée. Il a traduit une forte exaspération et des attentes pour un véritablement changement de politique parmi l'ensemble de la population. Les organisations de jeunesse ont également été présentes, malgré les oppositions de générations, orchestrées par l'exécutif et le MEDEF. Le Gouvernement répondant aux injonctions du patronat, a choisit de lui faire de nouveaux cadeaux dans son projet en augmentant les exonérations de cotisations des entreprises et en proposant d'amputer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, au service de la rentabilité financière. C'est la continuité des réformes précédentes et notamment celles de 2003 et 2010 qui ne sont pas remises en cause. **Ce n'est pas acceptable. Les communistes exigent le retour à une retraite à 60 ans à taux plein !**

« La bataille des retraites : un véritable enjeu de société ! »

En ce mois d'octobre nous sommes désormais entrés dans la seconde phase de la bataille des retraites avec l'adoption du texte en Conseil des Ministres et le début des débats parlementaires. Le travail de contre-offensive idéologique reste primordial dans ce contexte. Chaque action doit démontrer le danger de cette réforme qui entraînera baisse des pensions en parallèle d'un départ en retraite encore repoussé. Nos interpellations auprès de nos concitoyens doivent aussi souligner la crédibilité de nos propositions alternatives pour rompre avec les discours fatalistes du pouvoir en place. On propose pour cela de réformer l'assiette des cotisations patronales, d'accroître leur taux et leur masse, en modulant le taux de cotisation patronale afin de relever la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Dans la prochaine période les communistes se déploieront pour faire valoir leurs propositions dans les quartiers, lieux de vie et de travail de chacun dans l'optique de multiplier les initiatives locales qui seront des points d'appui de prochaines mobilisations nationales.

2014 : un budget aux ordres de la troïka Plus que jamais un changement de cap est nécessaire



Pourquoi après le G20, la Fed (banque centrale américaine) a renoncé au durcissement de sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation ?

(Mettre fin à une politique qui fait couler l'argent à flot depuis trois ans). C'est le signe que la soit disant « reprise » dont on nous rebat les oreilles est loin d'être au rendez-vous. **La crise systémique du capitalisme dure depuis 2008 !** Le ralentissement sévère des économies des pays émergents appel à la prudence et les Etats-Unis eux même ne sont pas à l'abri d'un blocage budgétaire durant l'automne.

Dans ce contexte, ce ne sont pas les politiques d'austérité imposées par la troïka (commission européenne-BCE-FMI) aux populations de la zone euro, qui permettront de faire décoller l'activité économique qui tourne toujours autour de zéro.

Le credo libéral n'a pas changé. Les pays en difficulté doivent **faire des réformes structurelles en vue de rendre leur dette soutenable** (profitable au marché financier). Il faut réformer la retraite, la santé, le marché du travail... **A Rome, Madrid, Lisbonne Athènes et maintenant ... Paris, c'est la même politique.** Depuis février 2013 à l'issue de la crise grecque, les 17 pays de la monnaie unique sont sous tutelle. Voilà pourquoi le ministre de l'économie **Pierre Moscovici s'est rendu à Bruxelles**

remettre sa copie budgétaire pour 2014 avant même qu'elle soit présentée au parlement français. Ce n'est qu'à la mi-novembre que la commission rendra son avis définitif. Non pas sur la répartition des dépenses (c'est tout ce qui nous reste de souveraineté) mais sur le respect des règles libérales du pacte de stabilité. **Avec une très faible croissance résultant de cette politique (moins de 1%), le gouvernement écolo-socialiste veut continuer de réduire le déficit : de 4,1 en 2013, à 3,6% du PIB en 2014, moins de 3 % en 2015 pour rentrer dans une spirale mortifère reposant sur le postulat libéral du nécessaire équilibre des comptes.** C'est gens là n'ont toujours pas tiré les leçons de la crise de 29, ils continuent d'emmener toute l'U.E droit dans le mur !

Et tout ça pour quoi ? Voir le déficit du budget s'accroître de 10 milliards, le taux d'endettement passer de 93,4 à 95,1 %, malgré 15 milliards de coupe dans les dépenses, et le chômage s'accroître!

Stop ! Trop c'est trop. Il est grand temps de rompre avec ces orientations pour retrouver la volonté majoritaire du printemps 2012 ! Une autre politique économique est possible, celle qui repose sur la satisfaction des besoins humains et non celle des tenants du CAC40.

De vous à moi

Nous sommes sauvés ! Le « nouveau » gourou est arrivé à bon port...du Havre où se tenait la deuxième édition du LH forum. LH comme Le Havre (vous n'aviez pas capté !). Un Davos de l'économie autrement. Il vient de remettre son rapport sur « **le développement de l'économie positive** » au président Hollande. Les idées sont fulgurantes et marquent un tournant historique dans le renouvellement de l'idéologie...dominante. **«L'économie positive ne met pas en cause le capitalisme, mais le réoriente vers le long terme. Il faut un capitalisme patient. Aujourd'hui, les riches sont impatients, les pauvres, patients. Il faut inverser cette situation. Les entreprises et les Etats doivent le prendre en compte ... et faire peur avec l'avenir pour inciter à l'action... en faveur des générations suivantes».** Suivent 45 propositions pour accélérer les réformes nécessaires! Quoi ? Déçu par **ATTALI 3 !** Reconnaissons-lui la continuité de son œuvre, Mitterrand en 81, Sarkozy en 2008, Hollande en 2013...

En bref

Guerre froide... Peur rétroactive.

Le journal britannique The Guardian révèle une affaire de plus de 60 ans, suite à une déclassification d'un document secret. **Le 23 janvier 1961, un bombardier B 52 avec dans ses soutes deux bombes atomiques de 4 mégatonnes chacune, s'est disloqué en plein vol quelque minutes après son décollage au-dessus de New-York** (la bombe H à 260 fois la puissance de celle d'Hiroshima). Une raison de plus de militer pour le désarmement.

Sarkozy une ombre de plus sur son retour en politique...

La cour d'appel de Bordeaux a confirmé l'expertise médicale de l'héritière de l'Oréal. Mme Bettencourt était atteinte d'une « **démence sénile** » depuis 2006. En conséquence **l'ex-chef de l'Etat reste donc mis en examen pour abus de faiblesses, aux côtés de onze autres personnalités dont le trésorier du premier cercle de l'UMP, Eric Woerth.**

Les compteurs électriques Linky vont-ils faire disjoncter nos factures ?



Le gouvernement a confirmé cet été que tous les logements seraient équipés d'ici **2020 du compteur « intelligent » (Linky).** Ce dernier permet d'échanger à distance des données et des ordres sans intervention d'un technicien. Mais **il disjoncte systématiquement quand le foyer dépasse la puissance souscrite.** Or selon une étude de UFC-que choisir, aujourd'hui 10 millions de foyers ont une puissance souscrite inférieure à celle utilisée. **Cette modification nécessitera un déplacement facturé plus une augmentation du tarif de l'abonnement. Ce qui pourrait rapporter 724 millions d'€.** On n'arrête pas le progrès, mais quand allons nous arrêter la tonte du mouton consommateur ?

Les syndicats français veulent lutter contre l'influence du FN

Inquiets de l'influence des thèses du Front National dans leurs entreprises, notamment l'idée de « **la préférence nationale** », trois syndicats veulent réagir. **CGT -FSU- Solidaires, vont organiser, en janvier, deux jours de réunion publique, de « grande ampleur et de haut niveau » contre la propagation des idées d'extrême droite.** La CFDT et l'Unsa devraient mener campagne de leur côté. FO va rappeler l'interdiction de se prévaloir de son mandat syndical pour mener une campagne politique. **Un début...qui devrait prendre de l'ampleur.**

L'appel de Loire-Atlantique pour défendre les retraites

En Loire-Atlantique la mobilisation pour défendre les retraites se poursuit. Après la rencontre entre l'intersyndicale et le Front de Gauche en septembre dernier, est initié un appel de personnalités dans la cohérence de l'appel du collectif national retraites 2013.

Parmi les premiers signataires : Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF 44, Marie-Claude Robin, secrétaire générale de la CGT 44, Didier Hude, secrétaire général de la FSU44; Claire Ajezas, co-secrétaire PG 44 ; Jean Brunacci, solidaire 44; Sabine Mahé, Maire PCF de Trignac...



En Loire-Atlantique

3

Un appel pour défendre les retraites

Le gouvernement a rendu public son projet de réformes des retraites à l'horizon 2035.

Cette cinquième réforme des retraites en vingt ans s'inscrit malheureusement dans une logique de reculs sociaux, d'allongement de la durée de cotisations (43 annuités), qui va avoir pour conséquence une baisse sensible des pensions pour tous et toutes. Malgré quelques mesures symboliques, comme la validation des années d'apprentissage et la création d'un dispositif prenant en compte la pénibilité (avec des modalités qui sont discutables), on ouvre la porte au principe dangereux d'individualisation des droits. Le risque est grand que les femmes continuent à voir se creuser les inégalités. Les plus jeunes, les retraités et l'ensemble des salariés vont être les seuls à payer la note. En contrepartie de la hausse annoncée des cotisations de 0,3% (2 milliards) d'ici 2017, le gouvernement vient de promettre au patronat qu'il va alléger progressivement le coût du travail, en s'appropriant à sortir totalement ou en partie les cotisations familiales (34 milliards). Elles seraient supportées par les ménages via la CSG ou un autre impôt. Nous refusons de céder aux pressions des marchés financiers qui veulent affaiblir, puis détruire notre système de protection sociale, fondé sur la partie de salaire socialisé (assurance maladie, famille, pensions de retraite).

Les signataires de cet appel soutiennent les mobilisations en cours pour que le gouvernement retire son projet.

Refusons les régressions sociales

« On vit plus vieux, il faut donc travailler plus longtemps », tel est l'argument qu'on nous rabâche. Mais on oublie de préciser qu'augmenter la durée de cotisation, c'est en réalité programmer la baisse des pensions.

Baisse immédiate pour tous ceux – chaque année plus de la moitié des nouveaux retraités – qui passent directement du chômage, ou de l'inactivité, à la retraite, et qui ne pourront jamais atteindre cette durée.

Baisse à venir pour les nouvelles générations entrées plus tard dans la vie professionnelle du fait de l'allongement des études et qui connaissent déjà un chômage massif, aggravé par l'inci-

tation faite aux seniors qui le peuvent de prolonger leur activité. On oublie aussi de rappeler que l'allongement de la durée de cotisation et la décote pénalisent plus fortement les personnes aux carrières courtes, en majorité des femmes. L'espérance de vie augmente, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue depuis plusieurs années. La souffrance au travail se développe, de nouvelles pathologies apparaissent. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Les meilleures années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. L'allongement de la durée de cotisation, c'est la double peine. Nous ne pouvons pas l'accepter.

L'austérité sans fin est suicidaire

Le gouvernement justifie cette nouvelle réforme par l'allongement de la durée de vie. Mais le déficit actuel ne doit rien au vieillissement de la population. Il s'explique par la récession qui se creuse en Europe, détruit des millions d'emplois et diminue les cotisations sociales induites par l'emploi. Cette récession provient essentiellement des politiques de réduction des dépenses publiques et de baisse du « coût du travail » menées partout en Europe par les gouverne-

ments en accord avec la Commission. Si, comme cela semble être le cas, le gouvernement inscrit la réforme dans le cadre de ces politiques, il ne pourra que retenir des pistes entraînant une nouvelle baisse du niveau des pensions. Ce qui diminuerait encore le pouvoir d'achat des retraités, aggraverait la récession et entraînerait une nouvelle hausse du chômage. Sans qu'au bout du compte les déficits ne soient réduits !

Il est possible de faire autrement

L'augmentation de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui. Par le passé, elle s'est accompagnée d'une diminution du temps passé au travail et d'une amélioration du niveau de vie, grâce à un partage de la richesse produite. C'est à nouveau la voie à suivre. Pour augmenter le volume des cotisations sociales, il faut en finir avec l'austérité, relancer l'emploi par une réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, une augmentation des minima sociaux, une politique audacieuse d'investissement en matière sociale et écologique. Une voie supplémentaire, toujours négligée, pour répondre au besoin de financement des retraites, est la réalisation de l'égalité professionnelle

entre les femmes et les hommes, à la fois par l'accroissement du taux d'activité des femmes, la suppression des inégalités salariales et la lutte contre le temps partiel subi. Il s'agit là de choix politiques de justice et de solidarité.

Il y a plus de retraité-es ? A moins de décréter leur paupérisation, il est normal de financer leurs retraites en augmentant leur part dans la richesse produite. Selon le Conseil d'orientation des retraites, il faudrait, à législation inchangée, un point de PIB supplémentaire en 2020 pour équilibrer le système de retraite alors que la part des salaires a chuté d'environ 6 points au cours des dernières décennies en faveur des dividendes.

Pour une large mobilisation citoyenne

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. La retraite à 60 ans par répartition n'est pas un fardeau, elle est une transmission continue et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. C'est pourquoi elle dépend aussi de l'avenir que la société sera capable d'offrir aux jeunes générations. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, la destruction des solidarités sociales, l'idéologie absurde du « travailler tou-

jours plus » dans une société productiviste et inégalitaire. Cet engrenage favorise l'extrême droite et menace à terme la démocratie.

Comme en Europe du Sud et dans bien d'autres pays du monde, la société doit se mettre en mouvement.

Pour y contribuer nous organiserons partout des réunions, des initiatives de rue, des ateliers d'éducation populaire et nous soutiendrons les initiatives prises par le mouvement syndical.

Nous voulons un système de retraites solidaire.

Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !

Je soutiens l'appel :

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Mail :

A retourner à PCF 44 - 41 rue des Olivettes 44000 Nantes - pcf44@wanadoo.fr - 02.40.35.03.00

En bref



Les parlementaires à l'offensive

André Chassaigne, président du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (PCF-FdG), a obtenu l'abandon du temps contraint de débat, pour ce qui concerne l'examen de la réforme des retraites à l'assemblée.



Durant le débat, qui pourra désormais avoir lieu, les parlementaires communistes et du Front de Gauche déclineront leur propre projet de loi en amendements pour montrer que d'autres choix sont possibles que d'allonger la durée de cotisation ou de taxer toujours plus les salariés. Ils proposeront de taxer le capital et les profits, de moduler l'impôt sur les entreprises en fonction de leurs investissements dans l'emploi, les salaires.

Quand la gauche du PS s'adresse à ses députés

« Ce texte n'est pas acceptable en l'état car il avalise les théories contenues dans les réformes Raffarin-Sarkozy-Fillon, qui n'ont aucunement contribué à consolider notre système de retraite par répartition »

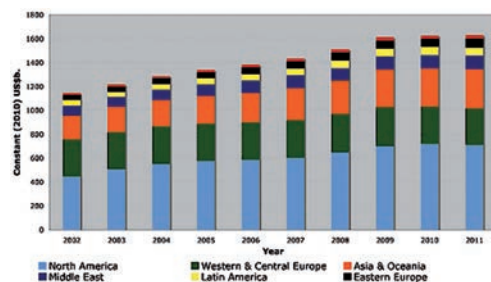
Fête des retraités : ils ne lâchent rien

La fête annuelle des retraités organisée par l'USR Cgt s'est déroulée le 19 septembre dernier dans une ambiance chaleureuse mais néanmoins combative à l'encontre de la réforme des retraites.

Les nombreux retraités (et actifs présents) n'entendaient rien lâcher contre cette réforme, tout comme Yannick Malenfant de la direction de la cgt, très affûté pour défendre le droit à la retraite



De record en record !



Le SIPRI, l'Institut International de Recherche pour la Paix de Stockholm, a publié les données de son étude annuelle concernant les dépenses militaires mondiales en 2011.

«De record en record, les dépenses militaires mondiales atteignent en 2011 la somme extravagante de 1 738 milliards de dollars » dénonce Pierre Villard, président du Mouvement de la Paix.

Palestine - Israël : Une paix juste et durable

Respect du principe du droit au retour pour les réfugiés, libération de l'ensemble des prisonniers dont Marwan Barghout, levée du blocus de Gaza, destruction du mur d'annexion... Toutes les politiques qui ont nourri la colonisation, l'occupation et la répression depuis des dizaines d'années doivent être démantelées. Ce qu'on appelle les termes de référence politiques et juridiques d'un règlement politique doivent être reformulés avec force : une solution de paix juste et durable et la sécurité pour tous. Cela ne peut être que le fruit de l'application du droit et des résolutions de l'ONU.



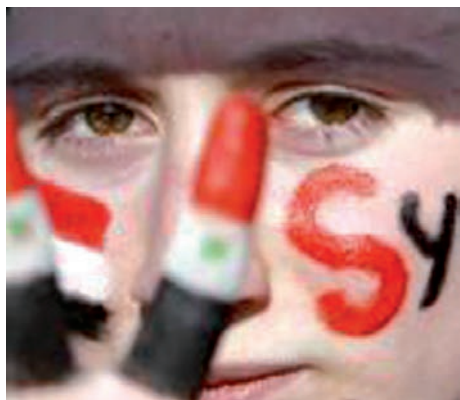
Mettre la culture de paix sur orbite ! 4

Sortir de l'OTAN : un impératif pour la paix !

Les impasses dans lesquelles ont conduit toutes les interventions militaires récentes, montrent que notre politique de sécurité et de défense doit être repensée en profondeur, avec en priorité un retrait de la France de l'OTAN, et une action déterminée pour la dissolution de cette organisation. La France doit agir pour un nouvel ordre international, à l'opposé de la logique de puissance qui prévaut au sein de l'OTAN : pour des relations internationales démilitarisées et dénucléarisées, pour une résolution politique des conflits, dans un cadre multilatéral et dans le respect du droit, des principes et des buts de la Charte de l'ONU, seul cadre international légitime.

La France est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dont la première responsabilité est le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Dans cette position, elle a les moyens d'agir ! La France se grandirait, et sa voix regagnerait en crédibilité, si au lieu de jouer les va-t-en-guerre, elle œuvrait pour un monde de paix, de solidarité, de coopération entre les peuples. En particulier, la France doit s'engager dans un processus de désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé, tel que le prévoit le Traité de Non prolifération nucléaire, et soutenir le projet de traité d'interdiction des armes nucléaires.

La question est cruciale : il y va de la vie d'êtres humains et de la garantie de notre souveraineté et indépendance nationale.



Vers le chemin d'une solution politique ?

La bonne nouvelle, c'est que pour la première fois depuis le début de la crise syrienne, il y a plus de deux ans et demi, le Conseil de sécurité de l'ONU a été capable d'adopter une résolution à l'unanimité. La résolution 2118 adoptée à l'unanimité - c'est assez rare à l'ONU pour être souligné - prévoit simplement la destruction de l'arsenal d'armement chimique dont le régime de Bachar el-Assad a reconnu l'existence.

Pour l'accès des humanitaires pour porter secours aux millions de déplacés et réfugiés, à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, il faudra attendre. Pas un mot non plus sur les perspectives politiques.

Pour relever les défis d'aujourd'hui, le monde a besoin de coopération, d'échange et de solidarité



Face à la militarisation de la planète, il est urgent de renforcer le mouvement pacifiste !

Le 21 septembre 2013, les pacifistes célébraient la journée mondiale de la Paix. Dans le même temps, des attentats meurtriers à Nairobi, Peshawar, et Bagdad venaient s'ajouter aux conflits permanents qui ravagent notre planète. Si un sentiment d'impuissance prévaut dans l'ensemble de l'opinion publique, on constate qu'une majorité de Français a fort justement rejeté le projet de frappe punitive contre Bachar Al Assad.

Il faut amplifier ce mouvement, appeler à un sursaut et à un rassemblement des forces pacifistes pour s'opposer aux « va-t-en-guerre ». Or cela ne se fera pas sans une information précise sur le « dessous des cartes » afin d'éclairer une opinion publique souvent manipulée par des appels à des « interventions humanitaires », distillés sur trop de médias. **Convaincre pour mobiliser exige d'entrer dans la complexité des enjeux des guerres en analysant chaque situation :**

Ainsi, nous avons assisté à partir d'août 2011 à « la militarisation de la révolte et à une islamisation du conflit, encouragée et financée par les pétromonarchies du golfe, via des ONG islamiques, médiatisées de plus en plus par les chaînes satellite (Al Jazira et Al Arabya)*. Or, (Coincidence?) fin juillet 2011 l'Iran, l'Irak et la Syrie avaient signé un mémorandum pour la construction d'un pipe-line de 5600 km pour amener le gaz d'Iran et d'Irak jusqu'au port syrien et base russe de Tartous ; dix jours après, l'Armée Syrienne Libre était créée avec des fonds des monarchies du Golfe, tandis que les Compagnies Pétrolières dénonçaient le « pipe-line » chiite.

A cet enjeu économique et géostratégique il faudrait ajouter la militarisation de la région, le danger des armes de destruction massive, la vente des armes, l'instrumentalisation des différents courants religieux... autant de questions qui demandent développement. **Dans ce contexte complexe où les antagonismes entretenus, voire alimentés, ont conduit aux horreurs de la guerre civile, seule la négociation pour un cessez le feu et une transition démocratique, rendra au peuple syrien sa sécurité et sa liberté.**

* citation de Pierre Barbancey

Pour le Mouvement de la Paix, Paulette Mérand

L'ARAC combat avec ceux qui ont l'humanité au cœur, pour exiger le désarmement universel, un monde de paix

1917, l'ARAC naît et s'engage à faire la « guerre à la guerre », guerre à l'impérialisme, au capitalisme comme l'ont exprimé ses membres fondateurs, Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre, Georges Bruyère.

Aucune guerre n'est humaine, nous récusons les « va-en-guerre » qui développent des interventions militaires au prétexte de l'urgence humanitaire. La guerre est toujours la désolation, la destruction, la mort et la misère. La guerre doit être maudite.

Après les menaces d'intervention nous soutenons l'accord obtenu entre la Syrie, les États-Unis et la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU sur le recensement et le contrôle des armes chimiques syriennes c'est un premier pas vers une solution diplomatique et politique.

Attachés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et au droit international, seul arme contre les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité.

Nous exigeons le retrait de la France de l'OTAN pour éviter son entraînement dans des guerres décidées par les États-Unis

Nous tenons au respect des commémorations de toutes les guerres à la date officielle de leurs cessez-le-feu ou de leurs

armistices C'est une nécessité absolue de disposer des moyens de transmettre leurs mémoires historiques et permettre ainsi de donner connaissance aux générations nouvelles non seulement de leurs effets, livrant aussi à tous et à chacun les moyens d'agir pour la paix en luttant pour leur éradication.

Comme nos fondateurs, nous pensons qu'un autre monde pacifique, solidaire, fraternel est possible.

Dénoncer les causes de la guerre est notre raison d'être avec l'objectif d'élever le niveau de conscience en faisant vivre la mémoire pour permettre en particulier à la jeunesse de comprendre le passé et de construire lucidement un avenir de PAIX.

Jean-Claude SALOMON, Président départemental ARAC 44 Association Républicaine des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, des Combattants pour l'Amitié, la Solidarité, la Mémoire, l'Antifascisme et la Paix Membre de la Commission permanente française pour une Culture de Paix de l'UNESCO



Halte à la guerre

Paix et démocratie en Syrie !

Le peuple syrien subit le drame d'une terrible guerre civile depuis deux ans et demi. Plus de 100 000 morts dont une forte proportion de civils, des milliers de réfugiés...

L'utilisation d'armes chimiques a fait franchir un nouveau pas dans l'horreur et provoqué une crise d'ampleur internationale.

Si tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut mettre un terme à cette tragédie, tous ne sont pas d'accord sur la façon d'imposer la paix. Le recours à la force risquerait de voir éclater une guerre - à minima - régionale et déstabiliserait le monde entier.

Heureusement, l'opinion publique internationale, (américaine, européenne, française...) a fait reculer les menaces de bombardements annoncées par Obama et Hollande. Cela montre que la logique de guerre peut être stoppée, qu'il y a de la place pour le règlement politique et diplomatique de ce conflit, dans le cadre du droit international.

Le poids de l'opinion a permis qu'un accord soit fait pour la mise sous contrôle international et la destruction de l'arsenal chimique syrien. C'est cette voie diplomatique qu'il faut poursuivre pour dénouer une crise où le peuple syrien est à la fois otage et victime. Otage des intérêts géostratégiques des grandes puissances et de leurs alliés régionaux, mais surtout autant victime du régime criminel de Bachar Al Assad que des violences de groupes de djihadistes.

L'usage de la force ne doit pas devenir la norme du règlement des conflits. La diplomatie a œuvré ces dernières semaines, il faut poursuivre en ce sens. Le Parti Communiste Français soutient la tenue d'une conférence de paix, dans les plus brefs délais, et sous l'égide de l'ONU. Cette conférence devra aboutir à un accord politique entre toutes les parties, stopper les violences et ouvrir un processus de transition démocratique en Syrie. Les autorités françaises doivent s'engager pour sa tenue et sa réussite. C'est la seule solution. **Chacun le sait : la guerre n'a jamais amené la démocratie nulle part au monde, elle n'a jamais, non plus, protégé les populations.**



Laurent PAGNIER, Secteur international, défense, paix du PCF

Des damnés de la terre **DEBOUT**

5 mois après l'effondrement du Rana Plaza qui tua 1100 personnes, des centaines de milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh se battent pour obtenir un salaire minimum de 100 dollars par mois. Le Bangladesh, 2^e exportateur de vêtements au monde, fournit notamment Carrefour et H&M. Le secteur avec ses 4.500 usines représente 80% des exportations annuelles s'élevant à **27 milliards de dollars**. La base mensuelle des 3 millions de travailleurs est de 38 dollars soit 1,4 milliards \$ de masse salariale ... **Cherchez l'erreur.**



François : le changement c'est maintenant

Le Pape François prend à revers les « bien-pensants » dans son interview récente : «Le premier rôle de l'Eglise n'est pas de dire aux gens comment ils doivent vivre», «L'Eglise doit être moins "obsédée" par la morale», «Nous ne pouvons pas insister, seulement, sur les questions liées à l'avortement, au mariage homosexuel, et à l'utilisation de méthodes contraceptives». Sur l'homosexualité, il estime que les gens sont libres. "Dieu dans la création nous a rendus libres : l'ingérence spirituelle dans la vie des personnes n'est pas possible."



Le social au cœur

5

Basse Indre : Il n'est pas trop tard

Le 26 septembre, les sidérurgistes de Basse Indre étaient à nouveau dans l'action, à 5 jours de la réunion de la Commission économique de leur CCE. Grève et rassemblement à l'appel de CGT et CFDT, ont été bien suivis, malgré l'absence de FO. Ce mouvement a rappelé à leurs dirigeants que **les salariés ne sont pas dupes sur la viabilité de l'accord Mittal-Gouvernement**, et qu'il est temps de travailler sérieusement sur la proposition alternative révélée par l'expertise de Secafi. Leur action depuis décembre 2012, a permis déjà d'introduire une « garantie » de pérennité de 5 ans dans l'accord signé avec l'état, mais cela ne suffit pas. Les inquiétudes demeurent, les craintes de décembre 2012 sont toujours fondées. La direction de Basse-Indre accompagne et se veut optimiste face à des résultats techniques pourtant déplorables ces dernières semaines. Déjà, elle ne parle plus que de 360 000 tonnes et non 400 000 pour 2014. Elle certifie que l'ouverture sera à son maximum soit en 5 équipes, mais que les différences de produits et la productivité des engins ne permettront pas d'atteindre ce niveau pourtant promis depuis un an. Il faut y rajouter le peu de moyens humains pour réaliser ces tonnes ! Le nombre de démissions augmente, et même les intérimaires et CDD se lassent de cette politique. Est-ce pour cela que FO quitte le navire de la lutte et demande à négocier des mesures sociales liées à l'adaptation des compétences des salariés concernés par l'arrêt temporaire du décapage et du 5 cages ? Jeudi 26, la CGT déclarait solennellement lors de sa prise de parole: « La CGT ne signera aucun accord qui puisse cautionner ou faciliter la mise en marche d'un drame social. Nous devrions plutôt être unis pour obtenir la mise en application de la stratégie Sécafi dès 2014, obtenir des garanties du groupe pour protéger Basse-Indre des éventuelles répercussions de changement de fournisseur de coils, obtenir des effectifs suffisants pour réaliser les tonnes dans de bonnes conditions, dans tous les services. Pour la CGT, il va sans dire que tout arrêt de production ne peut être que définitif. S'ils

s'arrêtent nos engins ne redémarreront pas ! »

Oui, il est grand temps de travailler à la mise en place de l'alternative « Secafi ».

Elle évite le démantèlement du site et donc l'arrêt du Décapage/5 Cages. Grâce à la mobilisation des salariés, le cabinet Secafi a pu continuer de travailler sur son rapport, et ses dernières estimations confortent la rentabilité de la solution alternative présentée en février. Cette alternative (livraison uniquement de coils de Florange) peut même répondre financièrement aux attentes du groupe ! De plus, elle est beaucoup moins dangereuse pour la qualité et la garantie de service aux clients. Les militants et élus communistes, de la section à leur secrétaire national, continuent de soutenir que la sidérurgie est non seulement viable en France, mais indispensable au « redressement productif ». Avec tous les militants et élus locaux de gauche qui se sentent concernés (cf l'appel d'avril 2013), ils se préparent à accueillir Alain Bocquet, rapporteur de l'enquête parlementaire sur la sidérurgie cet automne. Car il n'est pas trop tard, d'autres solutions sont possibles !



WALOR : l'ANI vous veut du mal !



En février, la direction annonce un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui doit toucher 26 emplois sur les 100 de l'usine et aboutir à 18 licenciements. Le syndicat CFDT propose alors d'engager une négociation vers un « accord de maintien dans l'emploi », fraîchement imaginé par les signataires de l'ANI : aménagement des salaires et temps de travail, contre maintien de l'effectif. Direction et CFDT paraphent le 19 juillet un accord modifiant salaires et horaires de travail pour les deux années à venir : pertes de salaires jusqu'à 200 euros, nouveaux horaires impossibles pour une vie de famille... Dès réception des courriers d'information, **16 salariés préfèrent être licenciés pour motif économique individuel, aujourd'hui 20.**

La CGT (minoritaire) distribuait le 24/9, des tracts dénonçant l'accord. «Les difficultés économiques, on n'y croit pas. Walor a besoin de fonds pour ouvrir en Chine et au Mexique, et dans deux ans, on sera tous dehors!»

Touche pas à ma Poste !

Les salariés du Centre de courrier de Savenay, Malville, Bouée, Lavau, Prinquiau, La Chapelle-Launay, Donges, Campbon et Quilly, sont entrés en action mercredi 25/9, à l'appel de la CGT et Sud, pour s'opposer à une réorganisation de travail prévue le 22 octobre, qui supprime 1,6 des 27 actuelles tournées de facteurs. Ils se battent pour le maintien de leurs **emplois et la qualité du service public.**

Par communiqués de presse, les communistes de Loire et Sillon leur apportent leur entière solidarité, ainsi que le Front de Gauche 44. Les grévistes ont reçu vendredi, le soutien physique des secrétaires des sections PCF concernées : Jean-Yves Martin et Yannick Chéneau. Car leur combat concerne tout le monde, il doit interpeller l'ensemble de la population et les pouvoirs publics locaux pour que leurs territoires aient des services publics répondant aux besoins.

Ce que disent les employés sur leurs conditions de vie et de travail est à l'image de l'abandon que ressentent les citoyens de la part de leurs services publics. Une fracture totale s'instaure entre les logiques de management des entreprises et les besoins existants des populations.



En bref

Cité Sanitaire = PPP contre santé

La CGT a interpellé les membres de son Conseil de Surveillance à Saint Nazaire, sur le manque d'effectifs sur tous les secteurs, et les conditions de travail dégradées. Dans une motion, elle demande le rachat par les fonds publics, du contrat passé avec Eiffage sur 30 ans, qui creuse chaque année le déficit de la cité sanitaire, estimé pour 2013 à 16M€.

FCPE : cartables trop lourds !

64 % des écoliers se plaignent de douleurs au dos (80% de filles). Beaucoup portent des charges bien trop lourdes alors qu'encre encore en croissance, et des vertèbres dont l'ossification n'est pas terminée. Selon la FCPE, le poids du cartable ne doit pas dépasser 10 % de celui de l'enfant, contre plus de 20% actuellement. Alliée à 250 masseurs kinésithérapeutes, elle dénonce dans sa campagne «Mt'on dos», ce danger, et réclame des mesures au gouvernement.



Rythmes scolaires : aubaine pour le privé ?

Le 7 juin, le pétrolier Total a signé un accord-cadre avec la ministre Valérie Fourneyron, pour financer des projets en faveur de la jeunesse, à hauteur de 16 millions d'euros. Quatre millions seront destinés à « des activités éducatives et culturelles en dehors du temps scolaire, notamment en accompagnant la réforme des rythmes éducatifs dans le premier degré...»

Roms : la France sous-utilise les fonds d'insertion

Jeudi dernier, Manuel Valls estimait que l'intégration des 15000 à 20000 Roms immigrés en France «relève de la responsabilité» des pays d'origine «en lien avec l'Union européenne (UE), puisque ces pays bénéficient des fonds structurels». Peu après, la Commission européenne rappelait Paris à ses obligations. «La libre circulation comme la liberté de résider dans un autre pays sont des droits fondamentaux», inscrits dans les traités de l'UE. Et Viviane Redding, Vice-présidente de la Commission européenne, déplore que les États n'utilisent pas les «50 milliards d'euros mis à disposition» pour favoriser l'intégration des Roms, au nombre de 15 millions dans l'UE, rajoutant qu'en France «l'argent n'arrive pas là où il devrait être»...

Lecture : Le poète étranglé

Au début des années 1910, deux jeunes poètes nantais partis vivre à Paris vont y trouver une mort violente, dans un parfum de scandale. Paul Barreau - dit Paul Roba - et Francis Latouche, auteurs de quelques livres exaltant la drogue et l'homosexualité, vont mourir, le premier étranglé dans son appartement et le second écrasé par un autobus. Dans un livre érudit au style alerte et aux rapprochements audacieux, **Christian Gury retrace le parcours de ces jeunes gens d' « honorables familles nantaises » et le contexte de leur disparition. On y apprend l'influence que Paul Roba et Francis Latouche auront, quelques années plus tard, sur leurs cadets du « groupe de Nantes » auquel appartiendra Jacques Vaché, dont la rencontre avec André Breton sera tellement décisive...** Christian Gury donnera une conférence à la médiathèque Jacques Demy samedi 19 octobre à 15 heures et présentera son livre : « Le poète étranglé ; préludes au pré-surréalisme, au « groupe de Nantes » et à la mort de Jacques Vaché ». Son préfacier, Michel Carassou, auteur de « Jacques Vaché et le groupe de Nantes », sera présent.

Pierre Daguet



Culture, idées

6

17^{ème} édition de la Quinzaine Photographique Nantaise

Cette année la quinzaine pose ses valises dans pas moins de sept espaces d'exposition ouverts à une douzaine d'artistes jusqu'au dimanche 13 Octobre.

« La photographie possède une force sur le plan humain. Dans ce monde incessant d'images, elle offre des temps d'arrêt » note Christian de Prost, président de la QPN. Ces moments de pause, l'association composée d'une quinzaine de bénévoles, a une nouvelle fois choisi de les porter sur la nature humaine. « Nous avons axé cette 17^{ème} édition sur le thème du biotope. Les travaux des seize photographes exposés tournent autour du rapport de l'homme à son lieu de vie ».

Vu la thématique, de manière générale, les approches sont plus sociologiques et ethnologiques que paysagères. Parfois l'homme est absent des cadres, mais les traces qu'il a laissées témoignent de sa présence. Aussi c'est un curieux tour du monde que le visiteur est invité à suivre avec des destinations plus ou moins lointaines.

Estelle Zolotoff s'est vu décerner le



ESTELLE ZOLOTOFF
LES HÉROS INCERTAINS

prix de la QPN 2013 avec les héros incertains, un reportage réalisé en Géorgie. Elle a su capter la profondeur des regards des habitants qui naviguent entre un monde post-soviétique et une culture pro-occidentale.

Les autres photographes nous emmènent en Nouvelle-Guinée, en Allemagne, en Laponie ou simplement à Nantes à Malakoff, au cœur de la petite Amazonie.

Jusqu'au 13 octobre à Nantes.

Galerie RDV, 16 allée du Commandant-Charcot; **au Temple du goût**, 30 rue Kervégan, galerie de l'école supérieure des Beaux-arts, place Dulcie-September; **galerie Confluence**, et 14 quai de Versailles; **L'atelier**, 1 rue Chateaubriand; **au rayon vert**, 1 à la butte Saint-Anne et **espace Sainte-Croix quartier Bouffay**.

Pablo NERUDA : 40 ans après sa mort, toujours vivant !

Depuis la roche d'Is-la Negra, sa demeure au pied de l'océan, où les vagues du Pacifique s'écrasent sur les pierres de sa maison, le poète chilien, diplomate et communiste, trouvait sa source d'inspiration dans ce havre de paix. « La côte sauvage de l'île Noire, avec son tumultueux mouvement océanique, me permettait de me livrer avec passion à la réalisation de mon chant » (Le Chant Général).

Ricardo Neftali Reyes naît le 12 juillet 1904 à Parral et passe son enfance à

Temuco. Perdant sa mère quand il était bébé, ayant un père très dur avec lui, il s'évade de la souffrance en s'autoproclamant dès quinze ans poète, sous le pseudonyme de Pablo Neruda. Ce n'est pas une intuition mais la certitude que l'écriture sera l'essentiel de sa vie. A vingt ans, parti pour la capitale Santiago, il publie en 1924 vingt Poèmes d'amour et une chanson désespérée. La reconnaissance est immédiate, il intègre les cercles littéraires, se passionne pour les littératures d'avant-garde, tout en faisant quelques études de français. Nommé consul à Rangoun en Birmanie, il s'éloigne une première fois de son pays natal en 1927. Il vivra en Orient jusqu'en 1932, diplomate et écrivain, il est à Buenos Aires en 1933 et arrive en Espagne en 1935 à Barcelone puis Madrid où il retrouve son ami le poète Federico Garcia Lorca.

L'euphorie de la victoire du Frente Popular est fauchée par le coup d'Etat perpétré par Franco, quelques mois plus tard, en juillet 1936. L'assassinat de Lorca, laisse Neruda ravagé par la douleur. Il s'installe à Paris en 1939. Sa poésie change définitivement. Le « moi » affronte désormais l'Histoire. Il s'élargit, devient un « nous » pluriel dans son recueil « L'Espagne au cœur ». Le front populaire chilien qui vient de



gagner les élections en octobre 38, la compagnie communiste France Navigation, le gouvernement républicain espagnol en exil, et Pablo Neruda mandaté par son gouvernement, vont acquérir un vieux bateau, le *Winnipeg*. S'embarqueront de Pauillac en Gironde, plus de 2500 républicains espagnols sortis des « camps de la honte » en France, et seront accueillis au Chili. De retour dans sa patrie, Neruda adhère au Parti Communiste, devient sénateur en mars 1945 et reçoit le prix national de littérature. Mais le front populaire chilien après dix ans de gouvernements radicaux, se termine par la victoire du félon Gonzalez Videla. Les communistes sont hors la loi et le mouvement ouvrier menacé. Persécuté, Neruda entre dans la clandestinité dès 1948, avant de fuir en février 1949 en traversant la cordillère des Andes à cheval, vers l'Argentine, puis Paris, l'Europe. Son exil le mènera en URSS, en Pologne, en Hongrie, en Inde et au Mexique où paraîtra en 1950 son Chant général immédiatement interdit au Chili. Partout où il lit ses poèmes, rencontre des foules qui découvrent un homme au physique imposant, robuste, généreux, c'est le Chili qui vibre. Neruda est un symbole, un grand danger pour les factieux, que Pinochet voulait abattre à tout prix. Le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la répression sanglante qui s'en suivit, la mort de Salvador Allende, celle de Victor Jara, affecteront terriblement le poète. Les fascistes vont brûler ses livres, sans doute l'exécuter par piqûre(*) afin de l'empêcher d'accepter l'asile politique que lui proposait le gouvernement mexicain.

(*) Le 8 avril dernier son corps a été exhumé pour enquête à la demande du Parti Communiste, de son avocat Eduardo Contreras, grâce au témoignage de son chauffeur Manuel Araya.

L'Huma café : l'industrialisation en débat

L'équation économie = entreprises = actionnaires semble aujourd'hui largement admise. Le temps est cependant venu de poser la question: l'industrie peut-elle continuer à être considérée comme un bien privé? La seule alternative est-elle l'étatisation ou la nationalisation? Des réalisations phares constituent une part importante de notre patrimoine. L'industrie doit de nouveau être considérée comme le bien de tous les Français.

Elle dispose en effet des caractéristiques principales d'un bien commun: elle doit être gérée dans le sens de l'intérêt général, dans la durée, considérée comme une organisation humaine. Le travail, la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise prendraient alors tout leur sens.

L'industrie, un bien commun ?
avec Jean-Christophe LEDUIGOU
économiste, syndicaliste

Le recul industriel tire la société vers le bas et menace la démocratie. Fatalité ? L'industrie est-elle obsolète ? Faut-il se résigner à être un pays sans industrie et à entrer dans la "civilisation post-industrielle" et l'eldorado des services ? Est-il possible d'inverser la vapeur ? Avec quel contenu ? Quelles sont les voies d'un renouveau industriel ? Le travail n'est-il qu'un coût ? Et celui du capital est-il tabou ? Quel lien établir entre reconquête industrielle et démocratie sociale ? Quel est le rôle de la puissance publique ? Comment ancrer les activités industrielles dans les territoires ? Peut-on relocaliser ? Comment sortir du carcan imposé par les marchés financiers et ses

conséquences sur les PME ? Industrie et écologie: des oxymores ? Choc de compétitivité: laquelle ? Comment ? Tout cela invite au questionnement et au débat

Table ronde
Réindustrialiser: comment ?
- Jean-Christophe LEDUIGOU sera rejoint par
- Yannick GUIN, Conseiller du Commissaire Général à l'investissement productif Louis Gallois
- Aymeric SEASSAU, Conseiller régional, chargé du bassin d'emploi de Saint-Nazaire
- un chef d'entreprise

VENDREDI 11 OCTOBRE 2013 18h
 Médiathèque quai de la Fosse
 espace Jacques DEMY Amphi Jules Vallès - Niveau 8 Ascenseur

Le Comité des finances locales a présenté, le 24 septembre, les évolutions de la répartition des dotations aux collectivités territoriales. Comme prévu, l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales diminuera de 1,5 milliard d'euros, soit une baisse de 3,1 %. Ou comment appliquer une politique de rigueur aux collectivités.

Le principe du transfert du PLU à l'intercommunalité a été avalisé par l'Assemblée nationale, lors de l'adoption de l'article 63 du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR). André Chassaigne a déclaré « Dans les intercommunalités hétérogènes, les communes qui connaissent le plus de difficultés ou celles qui accueillent le plus de logements sociaux seront trop souvent condamnées, en fonction de ceux qui seront aux manettes, à être les parents pauvres de l'agglomération. »

Au cœur des collectivités

7

Rencontres nationales de l'ANECR

Gennevilliers - 18, 19 et 20 Octobre 2013

A Gennevilliers se dérouleront les traditionnelles rencontres de l'ANECR, les 18, 19 et 20 Octobre prochain. **Ces rencontres se déroulent dans un contexte des plus particuliers entre crise systémique du capitalisme et approche de scrutins cruciaux pour l'avenir du pays.** En effet, à l'approche des élections municipales et européennes qui ont chacune leur spécificité, le débat citoyen va monter d'un cran sur les réponses à produire dans chaque domaine de la vie et les conditions et moyens à leur apporter. Tout cela dans un contexte ou la déception liée à l'absence du changement espéré est lourde et où grandissent dangereusement les idées d'intolérance incarnées par le Fn mais aussi par la droite qui met ses thèses en rivalité avec celles du parti d'extrême droite.

Les élus communistes et républicains, dans chaque collectivité sont déterminés à empêcher la droite et le Fn de prendre avec ces scrutins une revanche électorale. C'est tout le sens de l'invitation du président de l'ANECR à faire de ces journées une grande réussite. Pour lui bon nombre de questions seront à l'ordre du jour dans le cadre de la confrontation d'idées à gauche. Comment se donner partout des points d'appui, des élus indispensables pour mener avec les citoyens les combats anti austerité et sortir des ornières actuelles ?

Comment rallumer l'espoir, construire les rassemblements les plus larges allant bien au delà du Front de Gauche, porter des majorités locales ou des oppositions plus fortes, utiles aux

citoyens ?

Mais également comment faire valoir les besoins sociaux et humains, construire avec chaque citoyen des programmes et objectifs d'action ambitieux dans la diversité des situations locales, ouvrir de nouvelles pistes de solidarité et de démocratie. **A l'occasion des prochaines élections municipales, des dizaines de milliers de nos candidats, communistes, républicains, progressistes et issus de la société civile, reflets de toutes les diversités du pays et de ses aspirations vont porter des enjeux fondamentaux dans des projets humains, solidaires et citoyens.**

Aux européennes, l'ANECR portera haut et fort un projet solidaire en totale rupture avec ce qu'on nous sert actuellement et qui remettra l'idée européenne au service des peuples. Ces rencontres nationales de Gennevilliers auront donc cette ambition de partager les outils du réseau de l'ANECR et du CIDEFE aux élus de l'association, aux futurs candidats intéressés qui y sont invités également.

« Elles sont conçues pour approfondir la question des contenus et des projets, fabriquer de "l'en commun", et permettre d'être toutes et tous bien à l'offensive pour ces campagnes si importantes pour vie quotidienne de chacun » insistait récemment le président de l'association.

Plus d'informations sur le site elunet.org



Gérontologie et dépendance

Rezé

Lors du dernier conseil municipal rezéen, Julien Chaillou conseiller municipal communiste a pu intervenir sur la création du Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique et aborder la problématique de la perte d'autonomie. **Pour l' élu la création de ce CLIC va créer une offre de service public de proximité et répondre à une demande sociale et humaine en constante progression.** Un CLIC est un outil essentiel pour accueillir, informer, écouter et orienter ; car les services à destination des plus de 60 ans sont nombreux. « Il est donc très utile qu'un service public ouvert à tous puisse partir des besoins humains de chacun pour y répondre individuellement » insistait l' élu.

A noter que ce centre est financé par les communes, la CAR-SAT et bien entendu le Conseil Général notamment via le transfert des recettes de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA). Ces recettes vont-elles souffrir de la volonté du gouvernement de supprimer la défiscalisation des cotisations salariales à une assurance complémentaire santé ? **Ce dossier a permis également au groupe communiste d'évoquer celui de la dépendance car il est essentiel que le gouvernement s'engage sur un projet de loi sur la perte d'autonomie.** Au travers de cette loi, l'Etat doit s'engager financièrement entre autre vis-à-vis des CLICs. Mais au-delà, beaucoup de questions sont liées : « les moyens donnés aux collectivités territoriales pour répondre aux besoins, le financement des équipements, l'engagement de l'Etat pour garantir à ces personnes de vivre dignement avec la question de leurs revenus et ce dans les meilleures conditions » concluait l' élu



Les commandes à STX sont possibles !

Conseil Général

Le 6 septembre dernier l'Assemblée de Corse a ouvert un nouvel horizon aux liaisons entre l'île et le port de Marseille en prolongeant pour 10 ans de la délégation de service public confiée à CMN-SNCM. Cette décision donne une meilleure visibilité au consortium maritime, avec notamment la possibilité d'investir dans une nouvelle flotte de navires. « **Alors que le plan SNCM, dont l'Etat détient 25% du capital, prévoit toujours la suppression de 736 postes le renouvellement de la DSP devrait être au contraire un élément mobilisateur pour le développement de l'emploi des marins, mais aussi pour la construction de nouveaux ferry dont la réalisation doit impérativement être confiée au chantier STX de Saint-Nazaire** insiste le conseiller général, R. David »

STX, avec ses chantiers de Saint-Nazaire et Lorient, a en effet les capacités matérielles et les surfaces nécessaires pour construire les ferry SNCM, mais aussi les 5 navires fluviaux prévus pour naviguer sur la Seine, plutôt que de les laisser réaliser par un chantier d'outre Rhin. L' élu souligne dans un récent communiqué « qu' aujourd'hui le seul véritable problème repose sur la faiblesse des capacités humaines, après la baisse régulière des effectifs titulaires ». Il conclut en répétant que le développement de l'emploi doit se faire au quotidien en ne lâchant rien sur notre souveraineté et sur les besoins du pays. La prise rapide des deux commandes, les 5 unités pour les navires fluviaux pour la Seine et les 4 premiers navires SNCM sont à portée de main, la mobilisation des communistes et de leurs élus sera pleine et entière pour atteindre cet objectif.



Près de vous

Congrès de l'A.R.F



En marge du Congrès de l'ARF une formation des conseillers régionaux communistes s'est tenue autour du thème « des régions solidaires pour l'emploi » avec la participation d'André CHASSAIGNE (Député du Puy de Dôme), Jean-Michel BODIN (VP de la région Centre) et Philippe DENIS (Président de la Commission Régionale d'Evaluation et de Suivi des Aides Publiques). **A cette occasion, Philippe DENIS a présenté les caractéristiques de la région des Pays de la Loire et de l'action du Conseil Régional en faveur de l'emploi.** Il est également revenu sur la Commission Régionale d'Évaluation et de Suivi des Aides Publiques (CRESA), outil au service de l'emploi et de la transparence de gestion.

Dégel du barème de l'impôt sur le revenu

En 2012, seul le groupe CRC a proposé le dégel du barème de l'impôt sur le revenu ! En cet automne 2013, comme les feuilles mortes, tombent les feuilles d'impôt ! La presse écrite, les médias audiovisuels ont, semble-t-il, découvert, à la surprise générale, que plus d'un million de contribuables de l'impôt sur le revenu, jusque-là non imposables, le sont devenus et que d'autres, déjà imposés, ont connu une sensible augmentation de leur cotisation. **Les parlementaires du groupe CRC s'étonnent de cet 'étonnement'. Cette hausse du nombre des redevables était en effet inscrite dès le mois de septembre 2012,** puisque le projet de loi de finances Ayrault – Moscovici reconduisait le gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par l'équipe Fillon – Lagarde ! Dissimulée sur une ligne au milieu des documents de présentation du texte de la loi de finances, la mesure était censée rapporter 1,5 milliard d'euros en 2013 et contribuer, entre autres, à porter le produit de l'impôt de 59 à 72,6 milliards d'euros ! Une somme que l'on peut comparer, utilement, avec le milliard d'euros de baisse du produit de l'impôt sur la fortune induite par le nouveau tarif de cet impôt proposé par le Gouvernement...

En tout cas, l'objectif est atteint et les 1,2 à 1,5 million de nouveaux redevables de l'impôt sur le revenu auront, sous peu, le double effet de la hausse de leurs impositions locales, la perte de certaines prestations sociales (APL...), ce qui allégera d'autant leur prise en charge par l'Etat de leurs exonérations et plafonnement !

Ouvrons-là

Sélection dissimulée : précarité généralisée !

Par Mathieu PERRONE



La nouvelle a fait très peu de bruit dans la presse, y compris dans le milieu universitaire, mais elle n'en est pas moins lourde de sens. Pour la rentrée de septembre 2013, 25% des étudiants de la nouvelle promotion de première année de STAPS (Sciences et technique des activités physiques et sportives) ont été **sélectionnés par tirage au sort** (la Nouvelle République du 11 juillet). Au-delà de l'injustice flagrante et du caractère purement arbitraire de ce mode opératoire, il convient d'analyser les causes et les conséquences de cette mesure afin de la combattre au mieux. Depuis 2007, la loi LRU dite « loi d'autonomie » a contraint les universités à prendre en charge des dépenses nouvelles, comme leur masse salariale, en constante augmentation d'ailleurs, auparavant financée par l'Etat. La loi Fioraso accentue cette disette en ne revenant pas sur le financement des universités : elles seront toujours financées en fonction de leurs performances, et non pas de leurs besoins. Elle s'inscrit donc dans la droite lignée des réformes de Valérie Pécresse en érigeant le dogme du remboursement du déficit comme une règle d'or. Le message est clair : débrouillez-vous pour vous financer, quitte à faire payer les étudiants, que ça soit de manière directe ou indirecte ! La note se paie cash ! **À Nantes l'an passé, pas moins de 76 postes ont été gelés ! Le déficit atteint 14 millions !** Voilà où les universités se situent : dans le rouge ! Ce sont les étudiants qui en payent les frais : en 1^{ère} année de STAPS 561 demandes pour 314 places ! Les universités, ne pouvant plus joindre les deux bouts, se trouvent obligées de fixer des quotas en pratiquant une sélection arbitraire. L'accueil en pâtit : de moins en moins d'enseignants, des TD surchargés, ce qui nuit aux conditions d'étude et directement à la qualité du diplôme. C'est une aberration sociale d'organiser l'échec lorsque le diplôme reste la première arme pour lutter contre le chômage et la précarité. Que penser de cette société, qui obscurcit l'avenir de sa jeunesse et restreint les conditions d'accès à l'université ? En d'autres termes, ce gouvernement égorge les universités sur l'autel du dogme de l'équilibre des comptes publics, quitte à faire échouer ses étudiants en les laissant sur le carreau. Mais l'heure n'est pas aux jugements moraux. L'urgence sociale nous oblige à réagir ! Il est essentiel de créer des convergences entre étudiants de filières différentes d'une part, et de l'autre entre étudiants et personnels. Le navire chavire pour tout le monde ! Les communistes, à travers l'UEC, sa branche étudiante, s'attacheront toute cette année à construire des luttes convergentes entre tous les acteurs du milieu universitaire pour réclamer un financement à hauteur des enjeux. **Lorsqu'une société ne permet pas de partager les savoirs, c'est toute la société qui en pâtit, en dévalorisant le travail et en généralisant la précarité.**

L'activité

Assemblée nationale des animateurs des Sections

Samedi 5 octobre se tient la réunion nationale des animateurs de section du PCF aux Docks de Paris. Entretien avec Jacques CHABALIER, Responsable national à la vie du parti paru dans « communistes » du 24 septembre.

Comment se présente la réunion nationale du 5 octobre ?

Elle va associer les animateurs et animatrices de section, les membres du Conseil national, les secrétaires départementaux, les parlementaires nationaux et européens, les maires communistes des villes de plus de 20 000 habitants. Elle se veut donc à la hauteur de l'importance de ces élections municipales qui, avec leur particularité, constituent pour nous un enjeu déterminant, pour reprendre la formule de Pierre Laurent sur la Fête de l'Humanité : « parce qu'elles peuvent changer dans un sens ou dans l'autre la vie de millions de gens ». Le premier objectif de la journée, c'est de faire le point sur la préparation et l'engagement des communistes dans cette bataille. Ce qu'on peut dire pour l'instant, c'est que partout le débat est engagé ; bien sûr il y a un calendrier et des rythmes différents en fonction des situations locales, mais partout on est à l'étape d'élaboration des contenus, des projets pour les communes, pour leur permettre d'être des points d'appui afin de desserrer l'étau des politiques d'austérité. Partout aussi on travaille aux rassemblements les plus larges pour porter avec le plus d'efficacité possible ces projets. Autrement dit, ce que nous voulons donner à voir au cours de cette journée, c'est un parti communiste, au sein du Front de gauche, rassemblée au-delà des configurations différentes, un PC en situation de conquêtes, en termes de rassemblements, de contenus, de gains de positions électorales au sein de majorités de gauche. Cela va sans dire, mais nous n'abordons pas ces échéances pour témoigner mais pour gagner et, selon l'expression de Pierre Laurent, faire gagner notre camp qui est celui de l'intérêt général.

Que peut-on dire du déroulement de la journée ?

Les choses sont encore en cours d'élaboration, mais le déroulement découlera, de toute façon, de notre ambition pour cette journée. On mettra en particulier fortement l'accent, d'entrée, sur les contenus et sur les projets pour les communes, non pas dans une présentation « ex cathedra », mais à partir de ce qui se construit dans les communes, des réflexions engagées aujourd'hui en termes de service public, de logement, de santé, de sport, de loisir, de culture, d'environnement, de vie démocratique, d'association des citoyens à ces politiques qui les concernent. Autrement dit, ce que nous voulons faire ressortir, c'est : quelles sont les quelques grandes propositions qui vont nous permettre d'identifier dans cette campagne l'apport du Parti communiste, du Front de gauche et de ses élus. Nous mettrons également en lumière, toujours à partir des situations locales, les efforts de rassemblement, de construction de listes, efforts qui nous sont communs, au delà des choix, des configurations différentes ici, là ou ailleurs. Nous nous appuierons, pour mettre cela en lumière, sur la diversité des situations. On fera appel aux témoignages de camarades se trouvant dans ces situations différentes, que ce soit dans des communes où nous sommes à la tête de majorités de gauche ou là où nous participons à une majorité, ou encore là où nous nous trouvons dans l'opposition : le but est de dégager l'ambition commune qui est la nôtre partout. Pierre Laurent conclura la journée, en appui sur tout ce travail. Notre expression publique montrera, je crois, l'ambition qui est celle du Parti pour cette élection.

Et quel sera l'objectif de la session du Conseil National le lendemain ?

Il s'agira de tirer les leçons de la rencontre avec les animateurs, d'en dégager les suites et de valider - ce sont les nouvelles règles que nous nous sommes données avec les statuts adoptés au 36^e Congrès - les chefs de file communistes des villes de plus de 20 000 habitants. Autrement dit, ces journées des 5 et 6 octobre vont être pour nous une étape décisive pour la visibilité de l'engagement communiste dans la bataille des municipales.



Soirée débat sur la Palestine



Des membres de l'association France Palestine se sont rendus dans les territoires occupés où ils ont passé une semaine en compagnie des

palestiniens engagés dans la lutte pacifique contre la colonisation de leur pays. Ils ont partagé avec eux leurs conditions de vie difficiles et leurs aspirations à libérer la Palestine de la pression israélienne pour pouvoir mener une vie « normale » dans un Etat indépendant et souverain. Pierre RIOU, adjoint au maire communiste des Sorinières était de ce groupe. Pour faire part de leur vécu, témoigner, projeter des photos et des films du voyage, le groupe sud loire des Sorinières organise une soirée débat :

Vendredi 18 octobre
A 20H

Centre socio culturel Camille Claudel
Rue du Général De Gaulle
Aux Sorinières

Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Renée SAGNE, militante communiste de la section de Nantes. Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Jeudi 3 octobre : Assemblée générale des communistes de la section du Pays de Retz.

Samedi 5 octobre : Assemblée générale des communistes de la Section Loire et Sèvre à 9H00 à Vallet.

Samedi 5 octobre : Réunion nationale des animateurs et animatrices de sections.

Lundi 7 octobre : Atelier du projet des communistes de Nantes - 17h30 à la section de Nantes

Mardi 8 octobre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Jeudi 10 octobre : Assemblée générale des communistes de la section Rezé Sud Loire.

Jeudi 10 octobre : Assemblée générale

des communistes de la section de Châteaubriant.

Mercredi 16 octobre : Assemblée générale des communistes de la section de Brière.

Du 18 au 20 octobre : Commémoration des fusillés de Nantes et Châteaubriant.